

NOTRE VISION

La migration doit être envisagée comme une question sociale et humaine à accompagner, au lieu d'être instrumentalisée.

Le droit de quitter son pays est reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et ce droit doit être respecté où que l'on se trouve.

La migration contribue à la richesse économique, sociale et culturelle de ce monde.

L'aide au développement ne doit pas être utilisée comme une monnaie d'échange pour empêcher la migration. Elle doit être fondée sur les besoins et une plus grande cohérence des politiques doit être recherchée.

La Convention internationale pour la protection des droits des travailleurs/euses migrant-e-s et des membres de leurs familles doit être signée et ratifiée.

Pour maximiser l'apport des migrant-e-s au développement de leurs pays d'origine, il est nécessaire de les impliquer dans la définition des stratégies de développement et de soutenir leurs initiatives.

L'inclusion sociale et professionnelle des migrant-e-s dans les pays d'accueil est une condition nécessaire pour favoriser l'impact positif des migrations sur le développement des pays d'accueil et d'origine.

L'UE et ses Etats membres doivent offrir des voies régulières et sûres pour les personnes en besoin de protection.

Des canaux sûrs, réguliers et transparents doivent être proposés aux migrant-e-s travailleurs/euses en considérant les différents niveaux de qualification.

Il est nécessaire de construire des politiques d'ouverture, respectueuses des droits fondamentaux, économiques, sociaux et culturels des personnes en mobilité.

Les médias et les politicien-ne-s devraient prendre leur distance avec les discours démagogiques et s'appuyer sur les données factuelles lorsqu'ils parlent de migrations.

Les responsables politiques doivent s'appuyer sur les résultats issus de la recherche sur les migrations, aussi bien que sur des partenariats avec les organisations de la société civile et les migrant-e-s eux/elles mêmes.

L'inscription de l'Histoire des migrations dans les programmes scolaires et les échanges culturels et transnationaux sont des moyens qui permettront d'en finir avec le mythe de la « menace culturelle ».

Tout un chacun devrait avoir la possibilité de décider lui-même de migrer ou non. Si les politiques de développement doivent servir un objectif en matière de migrations, celui-ci doit être de créer les conditions de ce choix.

La migration est une opportunité et non une menace !

#PassezLeMessage

#EnsembleCassonsLesPréjugés